



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 06/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIMAGRAIN

CS 20001 Saint Beuzire
63360 Gerzat

20250106-RAP-63-0011-InspLIMAGRAIN-Aigueperse-Auraix
Code AIOT: 0005601462

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement LIMAGRAIN implanté route d'Artonne 63 260 Aigueperse. L'inspection a été annoncée le 03/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes:

- LIMAGRAIN
- route d'Artonne 63260 Aigueperse
- Code AIOT: 0005601462
- Régime: Autorisation
- Statut Seveso: Non Seveso
- IED: Non

Le site LIMAGRAIN d'Aigueperse Auraix relève du régime de la déclaration avec contrôle périodique depuis la cessation de l'activité de stockage d'engrais (27 août 2021).

Le site est constitué de 2 silos de stockage de céréales et d'un entrepôt couvert de stockage de divers produits combustibles (quantité inférieure à 500 tonnes).

La vocation principale du site LIMAGRAIN d'Aigueperse Auraix est la collecte et le transit de céréales avant séchage.

Thèmes de l'inspection:

- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle:
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites:

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives »: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec:
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète »: dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives:

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 1.1.2.	Sans objet
2	Déclaration d'accident	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 1.5.	Sans objet
3	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 2.8.	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 4.1.	Sans objet
5	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 4.3.	Sans objet
6	Prévention des incendies et explosions	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 4.4.	Sans objet
7	Interdiction de fumer	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 4.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle menés lors de cette inspection montrent un bon suivi de l'exploitant et un respect des obligations réglementaires, notamment en termes de maîtrise du risque accidentel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 1.1.2.
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats: Le site LIMAGRAIN d'Aigueperse Auraix relève du régime de la déclaration avec contrôle périodique depuis la cessation de l'activité de stockage d'engrais (27 août 2021). Il est rappelé que l'article R512-58 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans, à compter de la date de la déclaration de cette modification par l'exploitant, si la modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation. Ainsi, le contrôle périodique dû au titre des articles R512-55 et suivants du code de l'environnement pour le site Limagrain d'Aigueperse, devra donc être réalisé avant le 27 août 2026. Par ailleurs, il est noté que l'exploitant LIMAGRAIN avait fait réaliser un contrôle périodique de son site d'Aigueperse Auraix, en date du 17 novembre 2020, avant sa déclaration de cessation d'activité. Les non-conformités identifiées (au nombre de trois) sont aujourd'hui levées.
Type de suites proposées: Sans suite

N° 2 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 1.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant confirme l'absence d'accidents ou d'incidents récents sur son site.

La procédure de déclaration et d'analyse d'un événement accidentel est similaire sur l'ensemble des sites LIMAGRAIN (Fiche de signalement du responsable de site, Analyse du service risque LIMAGRAIN, Mise en œuvre d'actions correctives et Retour d'expérience). Selon le niveau de gravité, un signalement DREAL est réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 2.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés à la foudre.</p> <p>Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques...) sont mis à la terre, conformément aux règlements et normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits, et reliés par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon les normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de la dernière vérification périodique de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre est daté du 13/12/2023.</p> <p>Une seule observation a été formulée par l'organisme de contrôle, à savoir la reprise de fixations sur le conducteur de descente Sud du PDA du silo1-2. L'intervention a été programmée au mois de décembre 2024.</p> <p>La vérification au titre de l'année 2024 a été réalisée le 06/11/2024. Le rapport de l'organisme était en attente de rédaction le jour de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en</p>

<p>sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des installations indiquant ces différentes zones.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'urgence interne (PUI) mutualisé pour le site Aigueperse Auraix, objet du présent rapport, et Aigueperse Gare distant d'environ 150 m.</p> <p>Ce plan d'urgence est doté d'un plan de localisation des risques faisant état des installations à risques, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Silo 1 : Atmosphère explosive : Stockage total = 9720 tonnes • Silo 2 : Atmosphère explosive : Stockage total = 2000 tonnes • Entrepôt : Marchandises combustibles = Stockage maximal = 500 tonnes <p>Les accès, les zones de chargement / déchargement, les moyens en eaux, ainsi que les organes de coupure sont également représentés sur ce plan de localisation des risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de secours contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 4.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m³/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m³ ; la combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m³/h pendant deux heures exploitable par les engins de pompe ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - des colonnes sèches dédiées. <p>Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches,</p>

poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.

Constats :

L'installation est équipée des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- 21 extincteurs
- 2 RIA
- 1 réserve d'eau de 120 m³
- 1 poteau incendie
- 2 colonnes sèches

Les derniers rapports de vérification des moyens de lutte contre l'incendie font état d'équipements parfaitement conformes (rapport du 18/09/2024 pour les extincteurs, rapport du 20/09/2024 pour les RIA et rapport du 25/09/2024 pour les colonnes sèches).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des incendies et explosions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 4.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements et appareils électriques

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques et, a minima, les moteurs présents dans les installations :

- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60529) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum: des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action

<p>des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.</p> <p>Ce rapport comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ; - les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100. <p>L'ensemble des non-conformités est levé sous un an.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de vérification des installations électriques est datée au 17/11/2023 avec la fourniture de 2 rapports, l'un pour les vérifications effectuées au titre du code du travail et l'un pour les vérifications effectuées au titre de la réglementation ICPE.</p> <p>8 observations ont été formulées dans le cadre de cette campagne de vérification 2023. 5 observations ont été traitées le 02/05/2024, 1 observation est programmée pour le début de l'année 2025 et 2 observations jugées mineures restent en attente de programmation.</p> <p>La campagne de vérification a titre de l'année 2024 a été réalisée en décembre 2024. Le rapport de l'organisme est en attente de rédaction.</p>
<p>Type de suites proposées: Sans suite</p>

N° 7 : Interdiction de fumer

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Annexe I – 4.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction de fumer</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit de fumer dans les installations ainsi que dans les aires de chargement, de déchargement, de stockage ou de manutention. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consigne de sécurité relative à l'interdiction de fumer est bien déployée sur le site (affichages apparents, notamment au droit des aires de chargement / déchargement).</p>
<p>Type de suites proposées: Sans suite</p>